

VILLE DE FLERS

PUBLIC

GROUPEMENT D'INTERET

CUISINE DU BOCAGE

PERSONNEL COMMUNAL

MISE A DISPOSITION DE

Madame **XXXXXX**

Attaché principal

CONVENTION

ENTRE :

La **VILLE de FLERS**, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du XXX,

ci-après désignée « la Ville »

d'une part,

ET

Le **Groupelement d'Intérêt Public (GIP) « Cuisine du Bocage »**, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée Générale du Groupement en date XXX,

ci-après désigné « le Groupement »

d'autre part,

VU

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et notamment son article 109,
- le décret 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public,
- la circulaire du 17 septembre 2013 (NOR:RDFF1323112C) relative à la mise en œuvre du décret 2013-292 du 5 avril 2013 précité,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 61 à 63 relatifs à la mise à disposition,
- le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Unité de Production Culinaire Cuisine du Bocage », approuvée par arrêté préfectoral du 18 décembre 2000,
- les modifications apportées à ladite convention constitutive par délibérations de l'Assemblée Générale du Groupement n° 2008-22 du 22 décembre 2008 et 2009-5 du 15 juin 2009, approuvées par arrêté préfectoral du 23 juillet 2009,
- le tableau des effectifs du Groupement,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1	OBJET DE LA MISE A DISPOSITION
------------------	---------------------------------------

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires précitées, la Ville met à disposition du Groupement, à temps plein, Madame XXX, née le XXXX Attaché principal titulaire, afin d'exercer les fonctions de Directrice du Groupement.

ARTICLE 2	DUREE DE LA MISE A DISPOSITION
------------------	---------------------------------------

Cette mise à disposition prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023 pour une durée maximale de trois ans, soit jusqu'au 31 août 2026.

ARTICLE 3	RECONDUCTION DE LA MISE A DISPOSITION
------------------	--

Elle sera renouvelable par périodes ne pouvant excéder la durée prévue à l'article 2, soit d'une durée maximale de trois ans.

ARTICLE 4	NATURE DES FONCTIONS EXERCEES
------------------	--------------------------------------

A la date de la mise à disposition, Madame XXX est placée dans la situation administrative suivante :

Situation administrative	Grade : Attaché principal Emploi : Directrice Temps de travail : Temps complet
Description précise du déroulement de l'activité	Voir fiche de poste ci-annexée
Positionnement hiérarchique	L'intéressée est placée sous la responsabilité directe du Président du Groupement

Sa situation pourra évoluer au cours de la période de mise à disposition en fonction de son déroulement de carrière (avancements,...) ou des éventuels incidents de carrière qu'elle pourrait connaître (procédure disciplinaire, ...).

ARTICLE 5**CONDITIONS D'EMPLOI**

La répartition des compétences entre le GIP et la Ville relative à l'agent mis à disposition est établie comme suit :

THEMES	DECISIONS		PRISE EN CHARGE FINANCIERE	
	VILLE	GIP	VILLE	GIP
Conditions de travail		Décision		
Congés annuels		Décision		Prise en charge dans le cadre du remboursement de la rémunération
Compte épargne temps (CET)		Décision et information Ville		Prise en charge dans le cadre du remboursement de la rémunération
Congé de maladie ordinaire		Décision et information Ville	Prise en charge	Prise en charge dans le cadre du remboursement de la rémunération
Congé maladie professionnelle ou accident du travail		Décision et information Ville	Prise en charge	Non remboursé
Congé de longue durée	Décision et information GIP		Prise en charge	Non remboursé
Temps partiel thérapeutique	Décision et information GIP		Prise en charge	Remboursé dans la limite du prorata du temps de travail effectif au GIP
Congé de maternité, paternité, d'adoption	Décision et information GIP		Prise en charge	Non remboursé
Congé de solidarité familiale, de présence parentale	Décision et information GIP		Prise en charge	Non remboursé

Avancement	Décision et prise en charge	Avis préalable		
Aménagement du temps de travail (notamment temps partiel)	Décision et prise en charge	Avis préalable	Prise en charge	Remboursé dans la limite du prorata du temps de travail effectif au GIP
Formation Individuelle ou collective (CNFPT)	Prise en charge	Décision	Prise en charge	Compris dans la cotisation formation remboursée à la Ville
Formation Individuelle ou collective (hors CNFPT)		Décision et information Ville		Prise en charge
Congé de formation professionnelle	Décision et prise en charge	Avis préalable	Prise en charge	Non remboursé
VAE/Bilan de compétence	Décision et prise en charge	Avis préalable	Prise en charge	Non remboursé
Congé pour formation syndicale		Décision et information Ville	Prise en charge	Prise en charge dans le cadre du remboursement de la rémunération
Compte personnel de formation (CPF)	Décision et prise en charge	Avis préalable	Prise en charge	Non remboursé
Cumul d'emplois	Décision et prise en charge	Avis préalable		

Les aspects de la mise à disposition, qui relèvent tantôt des prérogatives du Groupement, en sa qualité de collectivité d'accueil, tantôt de celles de la Ville, en sa qualité de collectivité d'origine, et qui n'auraient pas été prévus par les présentes, seront traités dans le respect des dispositions des textes légaux et réglementaires susvisés.

ARTICLE 6	REMUNERATION
------------------	---------------------

6.1 Versement :

La Ville versera à Madame XXX la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi, avantages en nature), au prorata de son temps de travail.

Le Groupement peut verser, éventuellement, des compléments de rémunération prévus par des dispositions spécifiques de l'établissement, sans en faire porter la charge à la Ville de Flers, ainsi que des remboursements de frais.

6.2 Remboursement :

Le Groupement remboursera à la Ville l'intégralité du coût du poste mis à disposition, soit la totalité du salaire brut et des charges salariales et patronales assumées par la Ville, de l'emploi occupé par Madame XXXX dans les services municipaux, et dans les conditions prévues à l'article 5.

Ce remboursement interviendra selon une périodicité mensuelle.

Ce remboursement sera automatiquement actualisé au regard de l'évolution de la situation salariale et du déroulement de carrière de l'intéressé(e) pendant la période de mise à disposition.

Ces dispositions pourront être revues annuellement à l'initiative de l'une ou l'autre partie, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de la présente convention, soit au plus tard au 31 mai de chaque année.

Par dérogation, la convention constitutive pourra prévoir que ce remboursement soit imputé sur la contribution due par la Ville au GIP. Auquel cas ce dispositif se substituera aux modalités de remboursement prévues ci-dessus.

ARTICLE 7	CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITE
------------------	---

Un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition sera établi après entretien individuel par l'autorité auprès de laquelle l'intéressée est placée, une fois par an et transmis à l'agent, qui pourra y apporter ses observations, puis à la Ville qui établira l'évaluation professionnelle.

ARTICLE 8	DISCIPLINE
------------------	-------------------

La Ville exerce le pouvoir disciplinaire.

En cas de faute disciplinaire, la Ville est saisie par le Groupement.

ARTICLE 9	FIN DE LA MISE A DISPOSITION
------------------	-------------------------------------

La mise à disposition de Madame XXX peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 2 de la présente convention ;
- de manière anticipée, dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, à la demande de l'intéressée, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil ;

- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil ;

Si à la fin de sa mise à disposition, l'intéressée ne peut être affectée dans les fonctions qu'elle exerçait avant sa mise à disposition, elle sera affectée dans un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper.

ARTICLE 10	CONTENTIEUX
-------------------	--------------------

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de CAEN.

Fait en double exemplaire,

à FLERS, le

Pour la Ville de FLERS	Pour le Groupement
Collectivité d'origine	Collectivité d'accueil
Pour Le Maire, La Maire adjointe Déléguée au Personnel Gaëlle PIOLINE	Le Président, Yves GOASDOUE

La présente convention sera :

- Notifiée à l'intéressée,
- Transmise, accompagnée de l'arrêté de mise à disposition, au Représentant de l'Etat

Ampliation adressée au :

- Comptable de la collectivité.